



Avignon, le 15/10/2014

DECLARATION LIMINAIRE AU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 15/10/2014

Le 6 octobre se tenait le Comité technique ministériel en présence des Ministres de Bercy, M. Sapin et M. Macron, et le Secrétaire au Budget, M. Eckert. C'est sans surprise qu'ils ont décliné, à l'unisson, l'ensemble des mesures d'économies budgétaires frappant les différentes directions des ministères économiques et financiers et les opérateurs de l'État.

Si le ton était un peu plus humble que d'ordinaire, le fond du propos reste dévastateur pour l'exercice des missions de Bercy et pour les agents qui les accomplissent.

Les ministres ont confirmé leurs choix. La France s'inscrit donc totalement dans les politiques d'austérité mises en œuvre au titre du pacte budgétaire européen et la soumission de l'État à la tyrannie des marchés financiers :

- continuation sans discernement et coûte que coûte de la réduction des déficits publics faisant de la dette le grand bluff idéologique ;
- accélération des réformes structurelles ;
- inscription dans la « revue des missions » initiée par le premier ministre d'ici début 2015 et dans la réforme territoriale en cours ;
- mutualisation des fonctions support et des achats ;
- révision de notre politique immobilière et vente des biens domaniaux pour 520 millions d'euros ;
- 2546 suppressions d'emplois 2015 (30 000 en dix ans), 2000 à la DGFIP ;
- 2,3 % en moins de crédit de fonctionnement.

Dans le même temps, les ministres ont réaffirmé, sans sourciller, qu'ils faisaient un effort en minorant les réductions d'emplois et qu'ils apportaient leur soutien total et entier aux agents en louant leur professionnalisme... et particulièrement à celles et ceux qui subissent le saccage de leur lieu de travail comme à Morlaix ou à Albertville !

Pour la DGFIP, c'est aujourd'hui 1 990 emplois supprimés et plusieurs millions d'euros qui disparaissent.

La CGT réaffirme clairement, son opposition à cette politique intolérable et qui n'a de cesse de mettre à mal nos missions et nos conditions de travail.

Les choix politiques d'austérité du gouvernement conduisent à affaiblissement de la mission de contrôle des fonds publics dévolue à notre administration alors même que les besoins sociaux nécessite bien au contraire leur renforcement.

C'est avec solennité et émotion que nous abordons l'ordre du jour de ce comité technique local. Sans dévaluer les autres points à discuter, votre projet de fermeture de la trésorerie de Pernes-Les-Fontaines heurte profondément notre attachement à un service public fiscal et comptable de proximité.

Le Vaucluse a déjà payé un lourd tribut à cette politique de désertification. En 1998, ce fût la fermeture de la recette des finances de Carpentras, puis en 2003 celle des trésoreries de Bonnieux, Malaucène et Beaumes De Venise et enfin Le Thor en 2005.

Ce sont toujours les mêmes pseudo-arguments de modernisation qui sont avancés pour s'attaquer au réseau comptable de proximité. La dématérialisation (télépaiement des impôts, mise en place de PESV2 pour les pièces comptables des collectivités locales) serait la solution miracle et rendrait inutile la proximité avec les usagers. Le réseau des trésoreries représenterait un coût exorbitant au regard des enjeux économiques dans les communes rurales.

Vous n'hésitez pas à arguer des problèmes d'effectifs ou du peu d'attractivité de certains postes pour justifier leur fermeture ! Vous allez même jusqu'à instrumentaliser les difficultés des agents en en dressant un tableau misérabiliste auprès des élus locaux. Quel argument lamentable au regard de l'abandon de nos territoires par les services publics. Il est en outre totalement inopérant depuis la mise en place de l'affectation à la RAN (résidence nationale d'affectation).

Les vrais raisons de cette décision, nous les connaissons : économies sur le budget immobilier et adaptation à l'érosion du niveau d'emploi. Ces fermetures de trésoreries s'inscrivent pleinement dans la « démarche stratégique », avatar de la MAP (modernisation de l'action publique), elle-même cache-misère de l'austérité budgétaire.

Si ces projets désastreux aboutissent, notre département aura perdu le tiers de son réseau en quinze ans ! Ses parties les plus rurales, comme les deux cantons du Mont Ventoux, sont déjà devenu des quasi-déserts administratifs. Qu'en sera-t-il du sud du département si vous persister dans votre projet de fermer également la trésorerie de Cadenet ?

La CGT, avec les agents, les citoyens et les élus mettront tout en œuvre pour empêcher ses funestes projets d'aboutir